

Edouard Philippe n'est pas responsable de la situation, mais assume un programme qui n'était pas le sien...



Edouard Philippe est un premier ministre en évolution. A ne pas confondre avec en devenir. Invité de la première de l'Emission Politique de la saison, le locataire de Matignon en a aussi essuyé les plâtres.

Avec Anita
Hausser

Même si le concept demeure le même que lorsqu'elle était animée par le binôme Pujadas-Salamé, le séquençage a été revu et pas de la manière la plus heureuse. Vingt minutes lui auront suffi pour prendre l'ascendant sur Jean-Luc Mélenchon qui offrait hier soir la face urbaine de sa personnalité, celle d'un homme qui sait être courtois. Gêné, le leader de la France Insoumise en aurait presque travesti les faits lorsqu'Edouard Philippe lui a reproché de ne pas avoir appelé à voter pour Emmanuel Macron au soir du premier tour de la présidentielle, se retranchant derrière un "j'ai appelé à ne pas voter pour Marine Le Pen".

Pour expliquer à la fois son évolution sur des questions essentielles et le fait qu'il assume totalement le programme d'Emmanuel Macron pour "transformer" le pays, il faut en effet plus de trente secondes, même à une tête bien faite comme celui du Premier Ministre. Par exemple pour justifier un budget marqué en même temps par la suppression partielle de l'ISF (-dont Edouard Philippe défendait la suppression totale lorsqu'il dirigeait la campagne d'Alain Juppé), et l'augmentation de la CSG pour les retraités dont le revenu est supérieur à 1200 Euros par mois, pour convaincre que la vente d'Alstom à Siemens est une bonne chose puisqu'elle va dans le sens de la construction d'un conglomérat européen du ferroviaire capable de résister à la fulgurante concurrence chinoise. Pour convaincre encore les téléspectateurs que les salariés vont "gagner" un treizième mois par le jeu des baisses de cotisations ou de la taxe d'habitation. Et pour expliquer enfin qu'il est en train "d'évoluer" sur la question de la PMA (-il y était farouchement opposé et l'avait écrit), ou la transition écologique (-alors que dans l'opposition, il avait voté contre la loi portée en son temps par Ségolène Royal). Aujourd'hui il l'assume, mais ne livre aucune date de fermeture de réacteurs nucléaires.

Edouard Philippe met en oeuvre le programme d'Emmanuel Macron auquel il adhère totalement. Il n'empêche qu'en assumant il laisse une petite place pour le doute. Un doute que l'on pourrait déceler lorsqu'il est question de l'interdiction du glyphosate : quel est le bon délai pour décréter son interdiction, 2027 comme le préconise la Commission Européenne ou 2020, c'est à dire demain comme le réclament les écologistes en opposition avec une grande partie des agriculteurs ? Là où le premier Ministre assume en revanche totalement, c'est lorsqu'il explique que son action consiste à faire baisser les déficits publics et à vouloir faire revenir les riches qui ont quitté la France à cause du matraquage fiscal des gouvernements précédents. Ce sera un des fils conducteurs de la discussion budgétaire au Parlement, car c'est un des totems du macronisme. Il nourrit la contestation sociale (- faiblement pour l'instant), et suscite des revendications de mesures justice sociale de la part de l'allié historique François Bayrou. En vain pour l'instant. En tous cas aussi longtemps que les Français feront crédit de son action au Président de la République et à son gouvernement.

